

DIRECTION
DE L'ADMINISTRATION PÉNITENTIAIRE

DÉCLARATION D'APPEL

ÉTABLISSEMENT : J.A TOULOUSE GEYSSIS

N° 73518

IDENTITÉ

Je soussigné(e) NOM : <u>LAMBOURNE</u>	Prénoms : <u>Anche</u>
Né(e) le <u>20/05/1956</u> à <u>TOULOUSE</u>	Écrou n° : <u>6600</u>
Adresse (en cas de citation après libération) :	

Déclare vouloir interjeter appel

<input checked="" type="checkbox"/> du jugement du tribunal correctionnel de <u>15102/2006 TOULOUSE</u>	<input checked="" type="checkbox"/> dispositions pénales <input type="checkbox"/> dispositions civiles <input type="checkbox"/> dispositions fiscales ou douanières
<input type="checkbox"/> du jugement du tribunal pour enfants de (ord. n° 45-174 du 2 fév. 1945)	<input type="checkbox"/> dispositions pénales <input type="checkbox"/> dispositions civiles
<input type="checkbox"/> de l'arrêt de la Cour d'assises de (art. 366 du CPP)	<input type="checkbox"/> dispositions pénales <input type="checkbox"/> dispositions civiles <input type="checkbox"/> dispositions douanières
<input type="checkbox"/> de l'arrêt de la Cour d'assises des mineurs de (art. 20 et art. 24, al. 3, ord. n° 45-174 du 2 fév. 1945)	<input type="checkbox"/> dispositions pénales <input type="checkbox"/> dispositions civiles <input type="checkbox"/> dispositions douanières
<input type="checkbox"/> du jugement de M. ou Mme (art. 722, al. 6 du CPP)	Juge de l'application des peines
<input type="checkbox"/> du jugement de la juridiction régionale de libération conditionnelle de (art. 722-1, al. 5 du CPP)	
pour <u>FAUX INTERMEDIATION DE CREDIT - altération usage FRAUDE en vue de libération</u> (nature des infractions) <u>FAUX INTERMEDIATION DE CREDIT - altération usage FRAUDE en vue de libération</u>	
rendu le <u>15</u> <u>02</u> <u>2006</u>	signifié le <u>15</u> <u>02</u> <u>2006</u>

Signature du déclarant : (Préciser si le déclarant ne peut pas signer)	Signature du chef d'établissement ou par délégation : (Signature attestant que la présente déclaration a été signée et datée en sa présence ou que lecture en a été faite au déclarant et que la date est conforme)	Cachet :
Date : <u>17/02/2006</u>	Nom :	
Signature :	Date : <u>17/02/2006</u>	
	Signature :	

TRANSMISSION A L'AUTORITÉ COMPÉTENTE

Destinataire : <u>Parquet Procureur de la République</u> <u>TOULOUSE</u>	Cachet et signature de l'établissement :
Date de transmission : <u>17 février 2006</u>	

- 1° exemplaire destiné au greffe de la juridiction qui a rendu la décision attaquée.
- 2° exemplaire destiné au greffe de la chambre de l'instruction (si demande d'examen immédiat de l'appel).
- 3° exemplaire destiné au dossier du déclarant.
- 4° exemplaire conservé au greffe de l'établissement.
- 5° exemplaire destiné au déclarant.